



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 LaurierSt./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Infrastructure Maintenance and Solution Services Division
(FK)

L'Esplanade Laurier,

East Tower 4th Floor

L'Esplanade Laurier,

Tour est 4e étage

140 O'Connor, Street

Ottawa

Ontario

K1A 0R5

Title - Sujet Demande de renseignements (DDR) Gestion immobilière, réalisation de projets, services facultatifs Londres, Paris	
Solicitation No. - N° de l'invitation 08324-200590/A	Date 2021-04-07
Client Reference No. - N° de référence du client 20200590	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$FK-318-79936
File No. - N° de dossier fk318.08324-200590	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-05-07 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Paquin, Audrey	Buyer Id - Id de l'acheteur fk318
Telephone No. - N° de téléphone (613) 295-8826 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N°de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

Demande de renseignements (DDR)

Gestion immobilière, réalisation de projets et services facultatifs

1. LA PRÉSENTE NE CONSTITUE PAS UNE DEMANDE DE SOUMISSIONS

La présente n'est pas une demande de soumissions. La présente demande de renseignements (DDR) ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat; par conséquent, les fournisseurs potentiels de biens ou de services décrits dans la présente DDR ne devraient pas préparer d'installations ni affecter des ressources en fonction de l'information contenue dans la présente DDR. Celle-ci ne servira pas à la création d'une liste de fournisseurs. Le fait qu'un fournisseur potentiel réponde ou non à cette DDR ne l'empêchera pas de participer à un processus d'approvisionnement futur. Cette DDR vise seulement à obtenir les commentaires de l'industrie. Les renseignements obtenus à la suite de cette DDR pourraient être utilisés ou non dans une demande de propositions (DP) ultérieure. Les dépenses engagées par les répondants pour répondre à la présente DDR ne seront pas remboursées par le gouvernement du Canada.

2. OBJECTIF ET CONTENU DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR)

Contexte

La plateforme internationale du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECI) gère un portefeuille immobilier international diversifié et fournit des services immobiliers pour appuyer les objectifs des programmes du gouvernement du Canada en offrant des lieux de travail et des services sûrs, sécuritaires, productifs, durables sur le plan environnemental et abordables pour plus de 7 500 employés et partenaires, tout en contribuant à soutenir et à promouvoir la position du Canada sur la scène mondiale.

Les professionnels de l'immobilier qui soutiennent la mise en œuvre du programme immobilier international de Plateforme internationale sont notamment des spécialistes de la gestion de portefeuille, des experts et conseillers immobiliers et des gestionnaires d'actifs et d'installations. Le travail qu'implique la prestation des services immobiliers est tout aussi diversifié : il va de l'identification d'occasions d'investissement à l'analyse des options, à l'acquisition des installations (location, bail-achat ou construction par l'État), à l'entretien, la réparation, la réfection et l'aliénation de biens immobiliers dans différents territoires de compétence dans le monde.

À l'instar de nombreuses autres organisations du secteur public chargées de la gestion, de la maintenance continue et de l'amélioration d'un portefeuille de bâtiments, d'installations et d'infrastructures publics connexes, l'approche de Plateforme internationale pour la fourniture de certains biens et services immobiliers est de plus en plus axée sur la mise à profit de la flexibilité, de l'agilité, de l'efficacité et de l'innovation offertes par le secteur privé. Depuis 2016, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), au nom du Bureau de la livraison, des services professionnels et techniques (BLSPT) de Plateforme internationale, a élaboré, conclu et mis en œuvre trois contrats de prestation de services sous forme de projet pilote pour répondre aux besoins en certains services immobiliers dans les missions du MAECI à Londres, à Paris et Tokyo.

Les contrats actuels sont résumés dans ce qui suit :

Le contrat de prestation de services de la mission de Londres (chancellerie et Maison du Canada, 2-4, rue Cockspur), mis en œuvre en avril 2016, prévoit des services de gestion immobilière et de réalisation de projets mineurs (moins de 250 000 dollars), en plus de services optionnels qui incluent les projets de plus de 500 000 dollars. Toutes les options disponibles pour prolonger la durée du contrat ont été exercées, et il est actuellement prévu qu'il expire le 31 mars 2022. La valeur totale potentielle du contrat pour la mission de Londres est estimée à 30 millions de dollars.

Le contrat de prestation de services sous-traités pour la mission de Paris (Ambassade du Canada en France, résidence officielle de l'ambassadeur du Canada en France et Délégation permanente du Canada auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques), mis en œuvre en décembre 2017, comprend la gestion immobilière, la réalisation de projets mineurs (moins de 250 000 dollars) et la fourniture d'un nombre de services facultatifs qui incluent la livraison de projet au-dessus de 500 000 dollars. Le contrat doit arriver à échéance le 2 février 2022, mais il comprend deux périodes d'option de 12 mois, qui pourraient prolonger le contrat jusqu'au 2 février 2024, si elles sont exercées. La valeur potentielle totale du contrat est estimée à 13,2 millions de dollars.

Le contrat de prestation de services pour la mission de Paris (Ambassade du Canada à Tokyo), mis en place en mars 2021, comprend la gestion immobilière, la réalisation de projet mineurs (moins de 500 000 dollars) et la fourniture d'un nombre de services facultatifs qui incluent la livraison de projet au-dessus de 500 000 dollars. Le contrat devrait expirer le 31 mars 2025, mais comprend des périodes d'option de 2 à 12 mois, ce qui pourrait prolonger la date d'expiration jusqu'au 31 mars 2027, s'ils sont exercées. La valeur potentielle totale est estimée à 30 millions de dollars.

Les propositions de l'industrie pour la conclusion d'un troisième contrat de prestation de services pour la mission du MAECI à Tokyo, au Japon, sont en cours d'évaluation; la mise en œuvre est prévue pour le 28 mars 2021.

Objectifs/but

La prochaine génération de contrats de prestation de services visera la fourniture de services de gestion des biens immobiliers, de réalisation de projets et un certain nombre de services optionnels dans les missions de Londres et de Paris afin de répondre aux besoins immobiliers du personnel des missions dans ces lieux. Les contrats élaborés pour ces deux endroits peuvent également servir de modèle de référence pour répondre à la demande de solutions de prestation de services dans d'autres territoires de compétence internationaux dans lesquelles le MAECI possède des propriétés, le cas échéant. Cet exercice de planification proactive permettra au BLSPT d'être prêt à remplacer les contrats existants à leur échéance et à répondre aux nouvelles exigences en matière de solutions de prestation de services à mesure qu'elles se présentent.

La mobilisation entourant cette DDR permettra non seulement à l'industrie de se préparer à un futur exercice d'approvisionnement, mais aussi à TPSGC et au BLSPT de tenir compte des réactions de l'industrie pour déterminer le type, la nature et la combinaison des services à inclure dans la prochaine génération de contrats de fourniture de services, de guider la conception de l'approche d'approvisionnement et d'aider à l'élaboration de documents contractuels améliorés.

Vous trouverez ci-joint une version condensée de la demande de propositions qui a été utilisée pour la conclusion du contrat de gestion des biens immobiliers et des installations, de réalisation de projet et de services optionnels pour la mission du MAECI à Tokyo. TPSGC sollicite les commentaires des intervenants de l'industrie, y compris des fournisseurs de services qui sont liés par un contrat avec le Canada ou qui souhaiteraient conclure un contrat avec le Canada dans l'avenir. Vos commentaires nous aideront à formuler des exigences appropriées qui peuvent améliorer les propriétés du MAECI, à atteindre des gains d'efficacité et à simplifier la gestion et la maintenance du portefeuille international d'actifs immobiliers du ministère.

Veuillez prendre connaissance des questions de la section 10 ci-dessous et fournir tout commentaire qui, selon vous, aidera le Canada à améliorer ses futurs contrats.

3. REMARQUES À L'INTENTION DES RÉPONDANTS INTÉRESSÉS

Cette DDR permettra au Canada d'améliorer ses futurs contrats. Afin que vos commentaires soient pris en compte, veuillez-vous assurer d'inclure le plus de détails possible et de fournir vos commentaires, explications ou justifications, s'il y a lieu.

Au cours du processus de mobilisation, TPSGC peut décider de communiquer avec les participants de l'industrie par courriel plutôt qu'en affichant d'autres avis sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG), Achatsetventes.gc.ca. Par conséquent, au moment de répondre à la DDR, les répondants devraient inclure les coordonnées d'une personne-ressource de leur organisme (ainsi que son adresse électronique).

TPSGC se réserve le droit de communiquer avec des répondants à cette DDR ou de les rencontrer pour obtenir des éclaircissements ou de l'information complémentaire concernant leur réponse.

La présente DDR peut faire l'objet de modifications; le cas échéant, elles seront affichées sur Achatsetventes.gc.ca. TPSGC demande aux répondants de consulter ce site Web régulièrement pour savoir si des modifications ont été apportées.

Il n'y a pas d'exigences relatives à la sécurité pour la présentation d'une réponse à la présente DDR.

Le Canada ne remboursera pas les dépenses engagées pour répondre à la présente DDR.

4. TRAITEMENT DES RÉPONSES

Même si les renseignements recueillis peuvent être fournis sous la forme d'information confidentielle (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada peut les utiliser pour étayer l'élaboration de ses besoins futurs.

Les répondants sont encouragés à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, tout renseignement qu'ils considèrent comme étant de nature exclusive, personnelle ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex. en réponse à une demande formulée dans le cadre de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de divulguer des renseignements exclusifs ou des renseignements commerciaux de nature délicate. Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse : <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>.

Les répondants qui ont des questions sur la présente DDR peuvent s'adresser à l'autorité contractante précisée ci-dessous. Toutefois, comme il ne s'agit pas d'une demande de soumissions, le Canada ne répondra pas nécessairement à toutes les demandes de renseignements par écrit et n'enverra pas les réponses à tous les répondants.

6. ENVOI DES DOCUMENTS

Les documents peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

Il est demandé que la rétroaction des membres de l'industrie en réponse à la présente DDR, y compris toute information supplémentaire, tout commentaire et toute question, soit soumise dans un format électronique reproductible (de préférence en format PDF) à l'autorité contractante indiquée dans le présent document.

Les questions contenues dans la présente DDR ont pour but d'obtenir une rétroaction de la part des répondants intéressés. Nous ne nous attendons pas à ce que les répondants répondent à toutes les questions ni à ce qu'ils s'en tiennent uniquement à celles-ci.

7. DATE DE CLÔTURE DE LA DDR

La date de clôture des demandes de renseignements est le 7 mai 2021 à 2:00 pm HAE. La date de clôture de la DDR peut être modifiée ou reportée, si d'autres phases sont lancées.

Le Canada prendra connaissance de toutes les réponses reçues. Le Canada se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser des ressources du gouvernement qu'il juge nécessaires pour l'examen des réponses reçues.

Après la date de clôture, le Canada pourrait, à sa discrétion, communiquer avec tout répondant pour lui poser d'autres questions ou obtenir des éclaircissements quant à un aspect ou un autre d'une réponse.

8. AUTORITÉ CONTRACTANTE

Audrey Paquin
Spécialiste en approvisionnements,
Division des services d'entretien et de solution d'infrastructure,
Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada
L'Esplanade Laurier, Tour Est –4111,
140 rue O'Connor,
Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0S5 Canada
audrey.paquin@tpsgc-pwgsc.gc.ca
613-295-8826

9. CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

À la suite du processus de demande de renseignements, le Canada peut procéder à des consultations individuelles par vidéoconférence ou téléconférence avec les répondants qui le souhaitent, en mai/juin 2021. Les répondants à la DR qui souhaitent participer à cette consultation doivent clairement indiquer leur intérêt dans leur dossier de réponse. L'agent de négociation des contrats désigné de SPAC avisera le répondant par courriel de la date et de l'heure de la consultation, si le Canada procède à des consultations.

10. SUJETS DE DISCUSSION

Veuillez prendre connaissance des questions ci-après et formuler tout commentaire susceptible d'aider le Canada à améliorer ses contrats futurs.

Avis important aux fournisseurs: l'échantillon de la demande de proposition (DDP) et ses annexes peuvent être consultés et téléchargés. Voir pièces jointes de la DDR sur le site d'Achats et vente.

Questions

Généralités

1. Quel est le nom de votre organisation?
2. Veuillez fournir une personne-ressource au sein de votre organisation.
3. Veuillez fournir un lien vers votre site Web.
4. Seriez-vous intéressé à participer à une éventuelle consultation individuelle par vidéoconférence ou téléconférence, afin que l'on discute d'avantage des commentaires soumis. Si tel est le cas, veuillez fournir vos coordonnées.

Structure et portée des contrats

5. Dans le passé TPSGC, au nom de MAECI, a octroyé des contrats à des fournisseurs ou des groupes de fournisseur dans des endroits géographique uniques en utilisant un énoncé de travail, ce qui est un mécanisme d'acquisition commun.

Selon vous :

- a) S'agit-il de l'approche qui offre le plus grand nombre d'avantages pour le Canada et les soumissionnaires?
- b) Une approche qui regrouperait des biens similaires (missions canadiennes) dans plusieurs territoires internationaux serait-elle préférable? Veuillez expliquer votre réponse.
- c) Existe-t-il des obstacles ou des défis associés à l'acquisition de services communs dans plusieurs territoires internationaux ayant des lois et des exigences réglementaires différentes en matière de biens immobiliers et d'immobilier?

6. En ce qui concerne l'exemple de demande de proposition en pièce jointe :

- a) L'ensemble de services indiqués par le Canada est-il convenable?
- b) Manque-t-il des services qui devraient être visés ou inclus dans les contrats de ce type?
- c) Y a-t-il des services inclus qui devraient de préférence être obtenus par des contrats distincts?

d) Le regroupement des services place-t-il l'entrepreneur en situation de conflit d'intérêts?

e) Faut-il limiter la taille, la portée ou le type des projets inclus dans le volet de services de réalisation de projets de l'énoncé des travaux?

f) Y a-t-il des changements qui pourraient être apportés au type ou à la combinaison de services afin que le Canada soit plus à même de bénéficier de l'innovation, de l'utilisation de nouvelles technologies et de la mise en œuvre de nouvelles pratiques?

g) L'obligation de tenir compte des exigences législatives, réglementaires et codifiées du Canada, de s'y harmoniser et de s'y conformer dans les emplacements situés à l'étranger pose-t-elle des problèmes particuliers? Cette exigence entre-t-elle en conflit avec la loi, la réglementation ou les codes en vigueur dans les territoires où sont situées les missions canadiennes (plus précisément Londres et Paris)? Comment sont traités les conflits et les questions d'interprétation entre les codes canadiens et les codes propres à chaque pays?

h) Combien de temps faut-il raisonnablement prévoir pour recruter et former des employés et créer une chaîne d'approvisionnement de fournisseurs et de sous-traitants qualifiés pour répondre aux exigences parfois complexes et exhaustives d'un contrat portant sur plusieurs biens immobiliers ou services immobiliers?

7. Dans certains cas, les propriétés du MAECI comprennent des locaux commerciaux ou des locaux pouvant être sous-loués à d'autres organisations et entreprises commerciales.

a) Est-il courant pour votre organisation de louer des locaux commerciaux ou des bureaux de vos clients, de les sous-louer à des tiers et de percevoir directement les recettes correspondantes pour compenser les coûts?

b) Votre organisation serait-elle prête à conclure un contrat de service pour louer des locaux (commerciaux ou autres) dans les propriétés du MAECI et les sous-louer à des tiers?

c) Serait-il approprié d'inclure un service de cette nature dans un contrat comme ceux qui existent actuellement à Londres et à Paris?

d) Y a-t-il des obstacles, des restrictions ou des défis associés à l'inclusion d'un service de cette nature dans les futurs contrats?

8. La durée du contrat, la combinaison des services essentiels et optionnels et les options de prolongation sont-elles appropriées? La durée initiale devrait-elle être plus longue ou plus courte? Devrait-il y avoir plus ou moins d'options de prolongation de la durée du contrat? Veuillez expliquer.
9. Dans l'exemple de demande de proposition ci-joint, les conditions de paiement sont-elles adéquates? Veuillez expliquer.
- a) Y a-t-il des améliorations potentielles qui pourraient encourager l'entrepreneur à améliorer la qualité du service offert, à innover ou à accroître la valeur pour le Canada?
 - b) Quels types de mesures incitatives ou de pénalités seraient les plus adéquate pour favoriser l'innovation ou l'amélioration continue de la prestation de services?
 - c) Quelles améliorations potentielles pourraient diminuer les coûts de supervision pour le Canada tout en lui permettant d'exercer une diligence raisonnable dans la vérification de l'exécution des travaux et des coûts et des paiements associés?
 - d) Quelles améliorations pourraient réduire le fardeau administratif pour l'entrepreneur tout en maintenant la diligence raisonnable à un niveau adéquat pour le suivi des coûts et la justification des factures?
 - e) D'autres éléments liés aux coûts ou aux services pourraient-ils être intégrés aux composantes des honoraires ou en être supprimés pour la Base de paiement?
10. Dans l'exemple ci-joint, les exigences en matière d'assurances sont-elles adéquates? Veuillez expliquer.
- a) Si elles ne le sont pas, quels types de couverture d'assurance, et pour quel montant, l'entrepreneur devrait-il souscrire?
 - b) En quoi la couverture que vous recommandez protégerait-elle le Canada si un manquement lié à l'entrepreneur entraînait une perte considérable pour le Canada?
 - c) Existe-t-il d'autres méthodes (autres que l'assurance ou en combinaison avec celle-ci) qui pourraient être envisagées pour atténuer le risque de perte?
11. Veuillez d'abord consulter et examiner la sous-section 5.E – Garantie financière des Clauses et conditions uniformisées d'achat, qui figure d'habitude dans les conditions générales régissant les mécanismes de prestation de services impartis du MAECI. Nous vous invitons ensuite à nous faire part de vos commentaires ou

observations à ce sujet. La sous-section 5.E peut être consultée en cliquant sur les liens ci-dessous :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/E/E0007C/3>

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/E/E0008C/5>

12. Veuillez prendre connaissance de la forme de police requise pour la limitation de responsabilité propre à un mécanisme de prestation de services acquis, comme indiqué dans le texte ci-dessous, l'examiner et fournir vos commentaires connexes :

Limitation de la responsabilité – Indemnisation par l'entrepreneur :

- a) L'entrepreneur tient le Canada indemne ou à couvert de l'ensemble des réclamations, des demandes, des pertes, des frais, des dommages-intérêts, des actions, des poursuites ou des procédures concernant des pertes subies par le Canada ou des réclamations faites par des tiers, qui découlent des activités d'exécution des travaux de l'entrepreneur ou qui y sont liées, dans la mesure où ces réclamations sont le résultat d'actes négligents ou délibérés ou d'omissions de la part de l'entrepreneur ou de ceux pour qui il est légalement responsable.
- b) L'obligation de l'entrepreneur de tenir le Canada indemne pour chacune des pertes associées à la responsabilité de première partie doit se limiter à ce qui suit :
 - i) En ce qui concerne les pertes pour lesquelles une assurance doit être fournie en vertu des exigences relatives aux assurances du contrat, il s'agit de la limite d'assurance responsabilité civile générale pour un événement, comme il est précisé à l'Annexe J : Exigences en matière d'assurance.
 - ii) En ce qui a trait aux pertes pour lesquelles aucune assurance n'est requise en vertu des exigences relatives aux assurances du contrat, elles sont limitées au montant le plus élevé entre le montant du contrat et 5 000 000 \$, mais en aucun cas le montant ne doit être supérieur à 20 000 000 \$.

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les intérêts ni les frais de justice et ne sont applicables à aucune violation des droits de propriété intellectuelle ou des obligations de garantie.

- c) L'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada relativement aux pertes associées à la responsabilité civile n'est restreinte par aucune limitation et comprend l'ensemble des coûts visant à couvrir toute poursuite entamée par des tiers. Lorsque le Canada l'exige, l'entrepreneur doit défendre le Canada contre toute réclamation présentée par une tierce partie.
- d) L'entrepreneur acquitte l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux, ou toute partie de ceux-ci, réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
- e) Un avis écrit d'une réclamation doit être donné dans un délai raisonnable après que les faits sur lesquels se fonde la réclamation deviennent connus.

Gestion du rendement et surveillance du contrat

13. Les exigences propres aux services qui sont incluses dans le modèle sont-elles correctement formulées et présentées pour un contrat fondé sur l'exécution?

- a) Sont-elles trop contraignantes ou pas assez contraignantes?
- b) Quelles améliorations pourraient être apportées aux descriptions des exigences propres aux services afin de clarifier le fait que la responsabilité des résultats incombe à l'entrepreneur, tout en garantissant un niveau de rendement acceptable et en favorisant un environnement propice à l'amélioration continue?

14. Les cadres de mesure du rendement sont-elles appropriées?

- a) Les indicateurs de rendement sont-ils clairs, mesurables et appropriés? Comment peuvent-ils être améliorés?
- b) Les cadres de mesure du rendement incitent-elles l'entrepreneur à innover et à explorer les possibilités d'amélioration continue? Quels changements pourraient être apportés pour mieux inciter l'entrepreneur à explorer activement les possibilités d'innovation?

15. La gouvernance des contrats est-elle correctement décrite et d'une envergure raisonnable?

- a) Comment améliorer l'efficacité de l'approbation du financement et du travail tout en maintenant un niveau de contrôle approprié?
- b) Comment améliorer l'efficacité de l'inspection et de l'acceptation des travaux, ainsi que l'approbation des paiements connexes par le Canada tout en assurant le niveau de diligence raisonnable approprié?

16. Dans le modèle fourni, le Canada a la possibilité d'ajouter (ou de retirer) des biens individuels au répertoire visé par le contrat et d'exercer des services optionnels à tout moment pendant la durée du contrat.

- a) Quelles sont les défis associées à l'ajout de biens ou à l'obtention des services optionnels?
- b) Existe-t-il un moment optimal pour ajouter des biens ou obtenir des services optionnels? Faut-il privilégier le début de l'exercice financier du Canada ou peut-on le faire de façon efficace à tout moment de l'exercice financier?
- c) Quel est un préavis raisonnable pour communiquer l'intention du Canada d'ajouter des biens ou de demander des services optionnels? -Combien de temps serait raisonnablement requis pour intégrer pleinement les biens supplémentaires ou les services optionnels dans le modèle de prestation de services des entrepreneurs?
- d) Y a-t-il des améliorations ou des changements qui pourraient être apportés à l'énoncé des travaux pour améliorer la fluidité des transitions dans le cadre du contrat (ajout de biens ou de services optionnels) tout en réduisant au minimum les conséquences potentielles sur les activités en cours?

17. D'autres aspects des documents contractuels pourraient-ils être améliorés de façon considérable? La surveillance de la qualité, la production de rapports, la gestion de l'information et les autres exigences administratives correspondent-elles aux pratiques exemplaires dans l'industrie?

18. Veuillez indiquer le nom, l'adresse postale, le numéro de téléphone et l'adresse électronique d'une personne-ressource désignée au cas où TPSGC aurait besoin de précisions concernant votre réponse à la DR.